LES ETUDES

Les études thématiques de la Cellule Economique de Bretagne

Septembre 2026



Les dépenses BTP des collectivités territoriales en Bretagne : Réalisations 2025, Prévisions budgétaires 2026

A retenir
page 3

L'essentiel des dépenses BTP 2025 des collectivités territoriales
page 4

L'essentiel des prévisions budgétaires BTP 2026 des collectivités territoriales
page 6

Bâtiment : Dépenses réalisées 2025, prévisions budgétaires 2026
page 8

Travaux Publics : Dépenses réalisées 2025, prévisions budgétaires 2026
page 12

Méthodologie
page 16

Fiches départementales
page 18

Après une année 2024 marquée par une nette accélération, les dépenses d'investissements BTP des collectivités territoriales bretonnes poursuivent leur hausse en 2025, mais à un rythme plus modéré. Elles atteignent **2,66 Md€ TTC, en progression de +4,1 % en valeur par rapport à 2024** (+3,0 % en volume). Cette hausse est principalement portée par le Bâtiment (+8,6 % en valeur), tandis que les dépenses de Travaux Publics progressent plus faiblement (+0,8 % en valeur).

Par collectivité, les dépenses de travaux BTP augmentent pour la plupart des maîtres d'ouvrage, à **l'exception des départements (-13 %)** et des syndicats (-7 %). La **progression est notamment portée par le conseil régional (+37 %) et les communes (+10 %).** Le recul des départements est particulièrement marqué dans le Bâtiment (-26,3 %), tandis que leurs dépenses de Travaux Publics sont quasiment stables (-0,8 %).

Les **prévisions budgétaires** pour l'année 2026 s'établissent à 3,90 Md€ TTC, **en baisse de -8,5 % en valeur** par rapport à 2025. Le recul concerne à la fois le Bâtiment (-5,2 %) et, plus fortement, les Travaux Publics (-11,1 %).

UNE MARQUE DE LA CELLULE ÉCONOMIQUE DE BRETAGNE

RÉSEAU DES CERC — FILIÈRE CONSTRUCTION — Mesurer. Anticiper.

Réalisations 2025 :
5ème année consécutive de hausse depuis le début du cycle municipal en 2020 (en valeur)

L'année 2025 se caractérise par une nouvelle augmentation des dépenses de travaux de Bâtiment et de Travaux Publics des collectivités territoriales bretonnes, pour la cinquième année consécutive depuis le début du cycle municipal en 2020. Celles-ci progressent de 4,1 % en valeur et atteignent 2,66 Md€ TTC, soit un nouveau point haut depuis le début de la série. Cette augmentation est plus forte qu'au niveau national (+3,0 %). En volume, les dépenses sont également en hausse par rapport à 2024 (+3,0 %, contre +1,8 % au niveau national).

Par secteur, la part des Travaux Publics reste supérieure à celle du Bâtiment : 56 % des dépenses concernent les TP et 44 %, le Bâtiment. En 2025, les dépenses de Travaux Publics des collectivités territoriales bretonnes s'élèvent à 1 495 M€ TTC, en hausse de 0,8 % par rapport à 2024 en valeur et en légère baisse en volume (-0,1 %). Les dépenses de Bâtiment atteignent 1 161 M€ TTC, en hausse de 8,6 % en valeur et de 7,2 % en volume.

Par collectivité, les dépenses de travaux BTP sont en augmentation pour la plupart des maîtres d'ouvrage, à l'exception des départements et des syndicats, qui enregistrent une baisse en Bretagne (respectivement -13 % et -7 %). À l'inverse, les dépenses progressent fortement pour le conseil régional (+37 %) et les communes (+10 %), tandis que la hausse est plus modérée pour les groupements à fiscalité propre (+4 %). Le recul des départements est proche de celui observé au niveau national (-12,4 %).

Les dépenses des collectivités territoriales, hors budget du conseil régional, augmentent dans le Morbihan (+13,1 %), le Finistère (+5,8 %) et les Côtes-d'Armor (+5,1 %). Elles diminuent en Ille-et-Vilaine (-6,6 %), avec un recul plus marqué dans les Travaux Publics (-9,2 %) que dans le Bâtiment (-1,3 %).

Prévisions budgétaires 2026 :
Un recul généralisé, plus marqué dans les Travaux Publics

Les prévisions budgétaires BTP des collectivités territoriales bretonnes s'élèvent à 3,9 Md€ TTC en 2026, en baisse de -8,5 % par rapport à 2025 en valeur. En volume, le recul est de -12,2 %. Cette baisse s'inscrit dans une tendance nationale : les prévisions diminuent de -8,0 % à l'échelle de la France. Le recul concerne les deux secteurs, mais il est plus marqué dans les Travaux Publics (-11,1 % en valeur) que dans le Bâtiment (-5,2 %) en Bretagne.

Par type de collectivité, les prévisions budgétaires sont orientées à la baisse pour la plupart des maîtres d'ouvrage. Les reculs sont particulièrement marqués pour les syndicats (-12 %) et les communes (-11 %), devant les groupements à fiscalité propre (-5 %). Les prévisions des départements sont quasiment stables, tandis que seul le conseil régional enregistre une progression, de l'ordre de 9 %.

À noter que le taux d'exécution progresse légèrement en 2025, pour atteindre 62 %, contre 61 % en 2024. Il demeure toutefois légèrement inférieur au taux observé au niveau national (63,3 %).

AVERTISSEMENT
les dépenses de travaux de BTP présentées par catégorie de collectivités sont celles uniquement engagées sous leur maitrise d'ouvrage directe. Elles ne préjugent ainsi pas de l'effort d'équipement des catégories de collectivités, incluant également le montant des subventions d'équipement versées à d'autres entités et d'éventuels fonds de concours.

L'ESSENTIEL DES DÉPENSES BTP DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



DÉPENSES DE TRAVAUX BTP EN 2025

- **2 657 M€ TTC en 2025**
- **+ 4,1 % :** Evolution 2025/2024 des dépenses BTP (valeur)
- **+ 3,0 % :** Evolution 2025/2024 des dépenses BTP (volume)

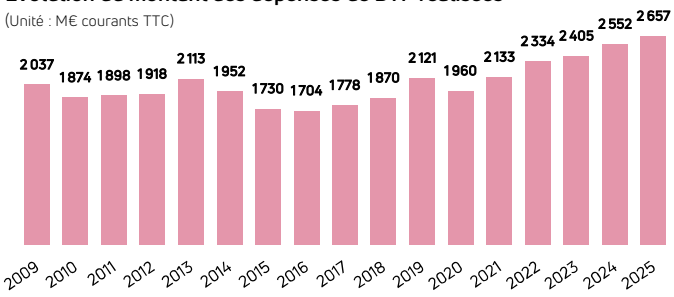
Sur l'ensemble de l'année 2025, les dépenses de travaux de Bâtiment et de Travaux Publics des collectivités territoriales bretonnes s'élèvent à 2 657 M€ TTC. En valeur, la hausse atteint 4,1 % par rapport à 2024, évolution légèrement au dessus du niveau national (+3,0 %).

En volume*, dans un contexte de faible inflation, les dépenses BTP sont également en hausse par rapport à 2024 (+3,0%).

* Le déflateur utilisé est la moyenne des index BT01 et TP01 de janvier à décembre. La base 100 a été fixée pour 2010.

Évolution du montant des dépenses de BTP réalisées

(Unité : M€ courants TTC)



DÉPENSES DE TRAVAUX BTP PAR TYPE DE COLLECTIVITÉ

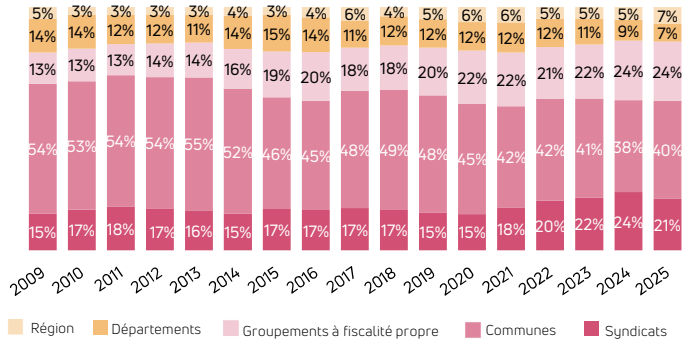
Les communes : principaux maîtres d'ouvrage territoriaux

Les communes restent les principaux maîtres d'ouvrage territoriaux, avec 40 % des dépenses totales de travaux de BTP, soit deux points de plus qu'en 2024. Le bloc communal (communes et groupements à fiscalité propre ou EPCI) représente à lui seul les deux tiers des dépenses (64 %).

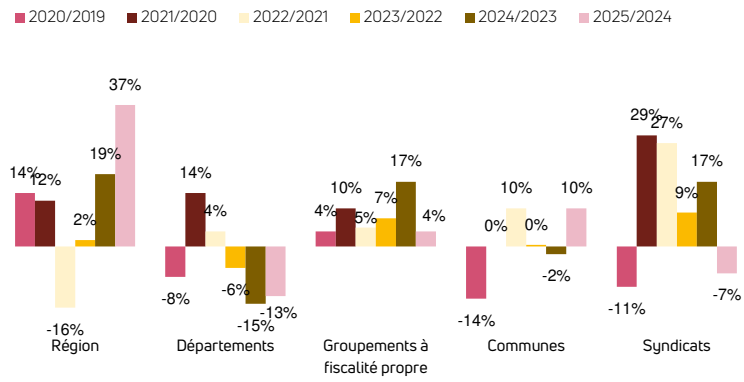
En évolution sur un an, en valeur, les dépenses de travaux BTP sont en augmentation pour l'ensemble des maîtres d'ouvrage, à l'exception des départements qui enregistrent une très forte baisse en Bretagne (-13 %, contre -12,4 % au niveau national) et des syndicats (-7 % contre -1,4 % au niveau national).

Répartition des dépenses de BTP par type de collectivité

(Unité : % du montant total des travaux)



Évolution des dépenses de BTP par type de collectivité (en valeur)



DÉPENSES DE TRAVAUX BTP PAR SECTEUR

Hausse des dépenses dans le Bâtiment et les TP

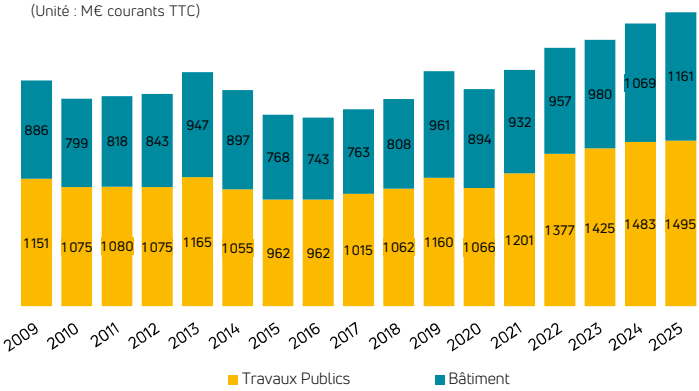
En 2025, les deux secteurs d'activité enregistrent une hausse des dépenses par rapport à 2024, de façon plus marquée pour le Bâtiment (+8,6 % contre +0,8 % pour les Travaux Publics en valeur). Cette dynamique s'inscrit dans une tendance de croissance continue observée depuis 2021 : sur la période 2021-2025, les dépenses ont ainsi augmenté de 24,5 % dans les Travaux Publics comme dans le Bâtiment. En volume, les dépenses dans le secteur du Bâtiment sont en hausse de +7,2 % tandis que les dépenses de TP sont en baisse de -0,1 % par rapport à 2024.

Dans le secteur du Bâtiment, les dépenses des collectivités locales atteignent 1 161 M€ TTC. Leur hausse est principalement portée par le conseil régional (+39,5 %), les communes (+9,6 %), les groupements à fiscalité propre (+6,6 %), et les syndicats (+6,1 %). Les départements font exception, avec une baisse marquée de 26,3 %.

Dans le secteur des Travaux Publics, les dépenses des collectivités locales atteignent 1 495 M€ TTC, en hausse grâce au dynamisme de la région (+18,5 %), des communes (+10,9 %) et des groupements à fiscalité propre (+2,5 %), contrairement aux syndicats (-8,1 %) et aux départements (-0,8 %).

Répartition et montant des dépenses de BTP par secteur

(Unité : M€ courants TTC)



L'ESSENTIEL DES DÉPENSES BTP DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

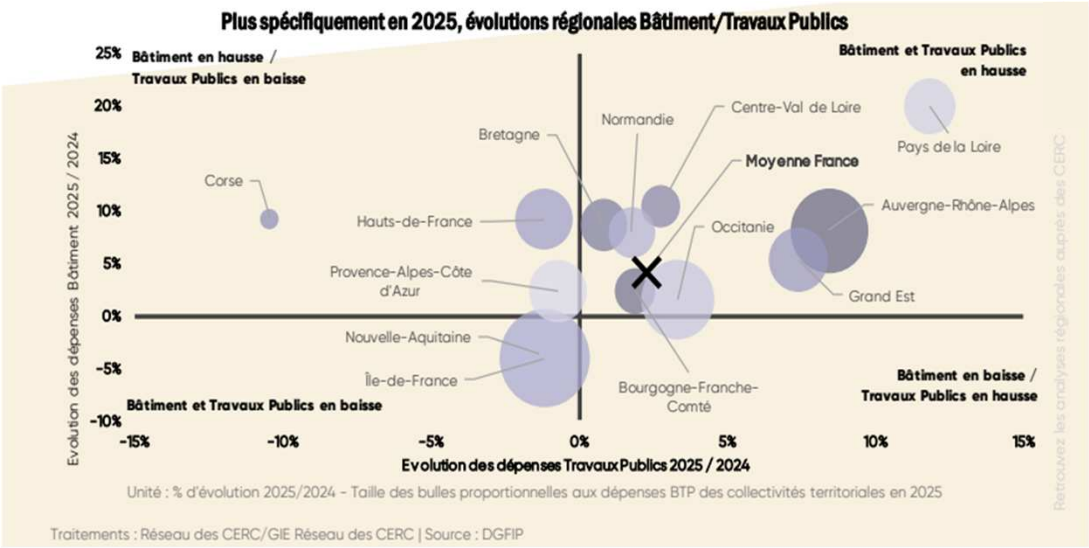


DÉPENSES DE TRAVAUX BTP EN FRANCE

Hausse pour une majorité des régions, à l'exception de deux régions

En 2025, les dépenses de BTP des collectivités territoriales françaises atteignent 53,4 Md€ TTC, en hausse de 3 % en valeur et de 1,9 % en volume par rapport à 2024. Elles progressent ainsi pour la cinquième année consécutive depuis le début du cycle municipal en 2020. Ce niveau reste nettement supérieur à la moyenne observée sur la période 2008-2025 (43,4 Md€).

Huit régions sur treize enregistrent une hausse à la fois dans le Bâtiment et les Travaux Publics. Les Pays de la Loire se distinguent avec les progressions les plus marquées dans les deux secteurs (+20 % et +11,2 %). La Corse, les Hauts-de-France et la Provence-Alpes-Côte d'Azur combinent une hausse dans le Bâtiment et un recul dans les Travaux Publics. Enfin, l'Île-de-France et la Nouvelle-Aquitaine affichent une baisse des investissements dans les deux secteurs.



DÉPENSES DE TRAVAUX BTP PAR DÉPARTEMENT

L'Ille-et-Vilaine : 1er département* pour les dépenses de travaux BTP

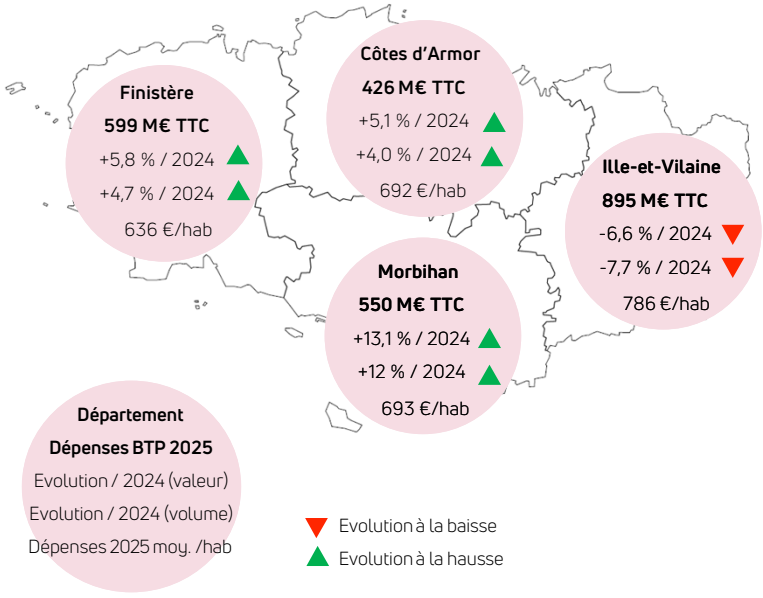
L'Ille-et-Vilaine demeure en tête du classement régional, avec près de 36 % des dépenses totales réalisées (hors dépenses du conseil régional). Il est suivi par le Finistère (24 %), le Morbihan (22 %) et les Côtes-d'Armor (17 %).

Trois départements enregistrent une hausse des dépenses de travaux BTP par rapport à 2024 : le Morbihan (+13,1 %), le Finistère (+5,8 %), et les Côtes d'Armor (+5,1 %). À l'inverse, l'Ille-et-Vilaine affiche un recul de ses dépenses de 6,6 %, plus marquée dans les travaux TP (-9,2 %) que dans le Bâtiment (-1,3 %).

En volume, les dépenses BTP reculent en Ille-et-Vilaine (-7,7 %) et progressent dans les autres départements : +12,0 % dans le Morbihan, +4,7 % dans le Finistère et +4,0 % dans les Côtes d'Armor.

* Hors dépenses du conseil régional

Montant des dépenses de travaux BTP par département en 2025
(Unité : M€ courants TTC, hors dépenses du conseil régional)



L'ESSENTIEL DES PRÉVISIONS BTP DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES BTP 2026

- **3 900 M€ TTC en 2026**
- **-8,5 %** : Evolution 2026/2025 (en valeur)
- **-12,2 %** : Evolution 2026/2025 (en volume*)

Selon les prévisions inscrites aux budgets primitifs des collectivités territoriales au 31 mai 2026, les dépenses prévisionnelles de BTP des collectivités territoriales bretonnes s'élèvent à 3 900 M€ TTC, en baisse de -8,5 % par rapport à celles de 2025 (en valeur). Le recul des prévisions constitue une tendance généralisée dans l'ensemble des régions en 2026, la Bretagne se classant au sixième rang en termes d'évolution. À l'échelle nationale, les prévisions enregistrent une baisse de -8 %.

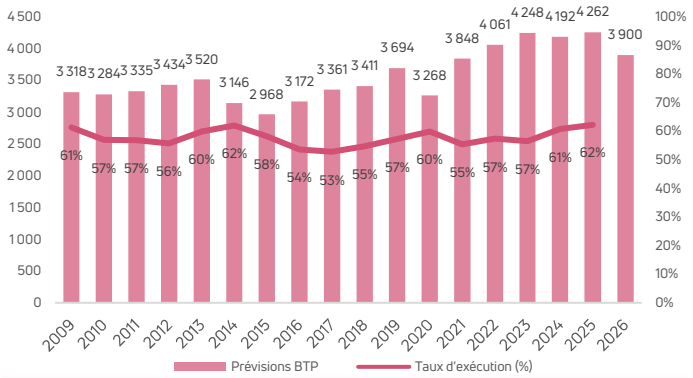
En volume, les prévisions budgétaires sont en baisse de -12,2 % par rapport à 2025.

À noter qu'il s'agit de prévisions budgétaires et que la réalisation des travaux peut s'échelonner au-delà de 2026.

- **Un taux d'exécution en légère augmentation en 2025 à 62 %**

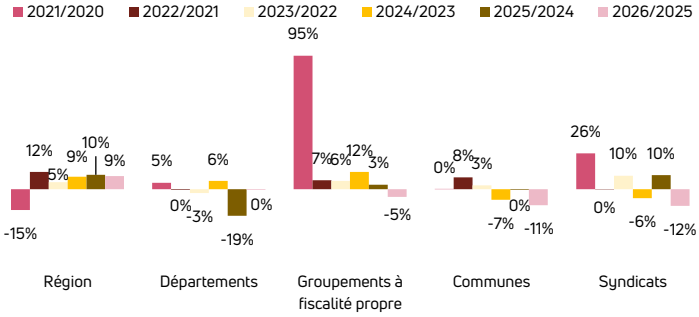
Le taux d'exécution est en légère progression par rapport à 2024, passant de 61 % à 62 % en 2025. Il demeure toutefois inférieur au taux national, qui s'établit à 63,3 %.

Évolution des prévisions budgétaires de travaux de BTP
(Unité : M€ courants TTC) **et des taux d'exécution** (en %)



Le taux d'exécution est pour une année N le rapport entre les réalisations au 31 décembre de l'année N et les prévisions budgétaires au 31 mai de cette même année. Il permet d'estimer le montant des travaux effectivement exécutés.

Évolution des prévisions budgétaires BTP par type de collectivités (en valeur)

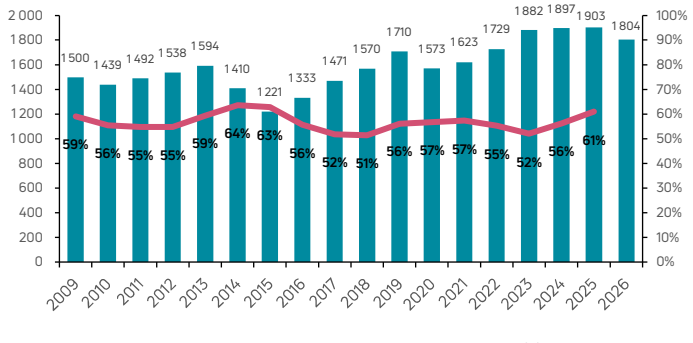


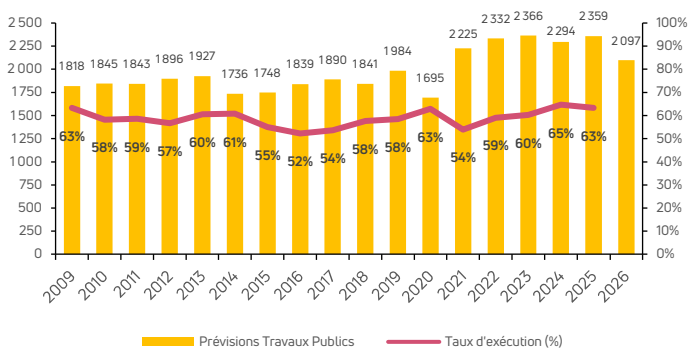
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES BTP PAR TYPE DE COLLECTIVITE

- **Evolution contrastée des prévisions budgétaires BTP**

Les prévisions budgétaires 2026 sont contrastées par type de collectivités. Elles sont orientées à la baisse pour l'ensemble des collectivités territoriales, avec des reculs particulièrement marqués pour les syndicats (-12 %), les communes (-11 %) et les groupements à fiscalité propre (-5 %). Les départements affichent, quant à eux, des prévisions stables par rapport à l'exercice précédent. Seule la région enregistre une progression de ses prévisions budgétaires, avec une hausse de 9 %

Évolution des prévisions budgétaires BTP par secteur
(Unité : M€ courants TTC)





PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES BTP PAR SECTEUR

- **En baisse pour le Bâtiment et pour les Travaux Publics**

Les prévisions budgétaires 2026 sont orientées à la baisse dans le secteur du Bâtiment (-5,2 % en valeur), après avoir atteint en 2025 leur niveau le plus élevé depuis 2009. Dans les Travaux Publics, la situation se dégrade davantage, avec une diminution des prévisions de -11,1 % en valeur.

En volume, elles sont en net recul dans le Bâtiment (-8,2%) et dans les Travaux Publics (-15,3%).

En 2025, le taux d'exécution progresse pour le Bâtiment : 61 % contre 56 % en 2024. En revanche pour les Travaux Publics ce dernier est en baisse, 63 % en 2025 contre 65 % en 2024.

* Croissance en volume estimée sur les indices BT01 et TP01 connus jusqu'à fin juin 2026

L'ESSENTIEL DES PRÉVISIONS BTP DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



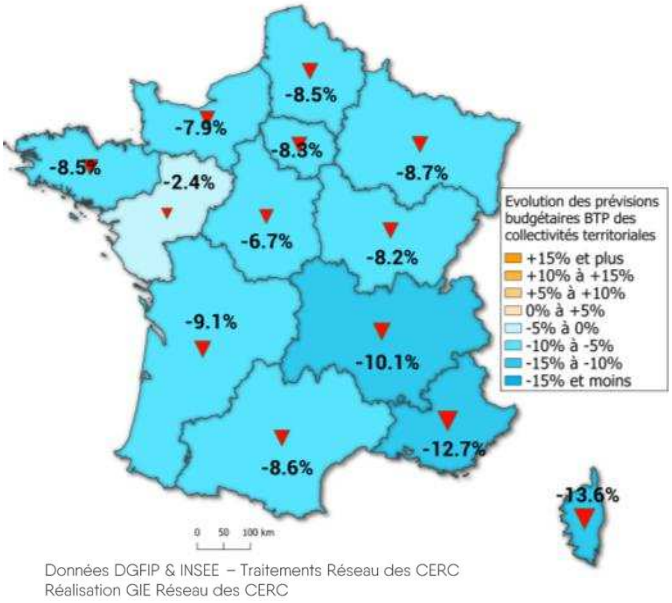
PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES BTP EN FRANCE

Recul généralisé des prévisions budgétaires BTP à l'ensemble des régions

Après cinq années de hausses consécutives, les prévisions budgétaires BTP des collectivités territoriales françaises sont en recul. Cette baisse constitue une tendance généralisée à l'ensemble des régions. Les montants budgétés atteignent 77,6 Md€, soit une diminution de 8 % par rapport à l'année précédente.

La Corse, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Auvergne-Rhône-Alpes sont les régions qui enregistrent les plus fortes baisses, avec un recul supérieur à 10 % (respectivement -13,6 %, -12,7 % et -10,1 %). À l'inverse, les Pays de la Loire affichent la baisse la plus limitée (-2,4 %).

Évolutions régionales des prévisions budgétaires BTP 2026/2025 des collectivités territoriales (en valeur)



Données DGFIP & INSEE – Traitements Réseau des CERC
Réalisation GIE Réseau des CERC

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES BTP PAR DÉPARTEMENT

Baisse des prévisions budgétaires, sur l'ensemble du territoire

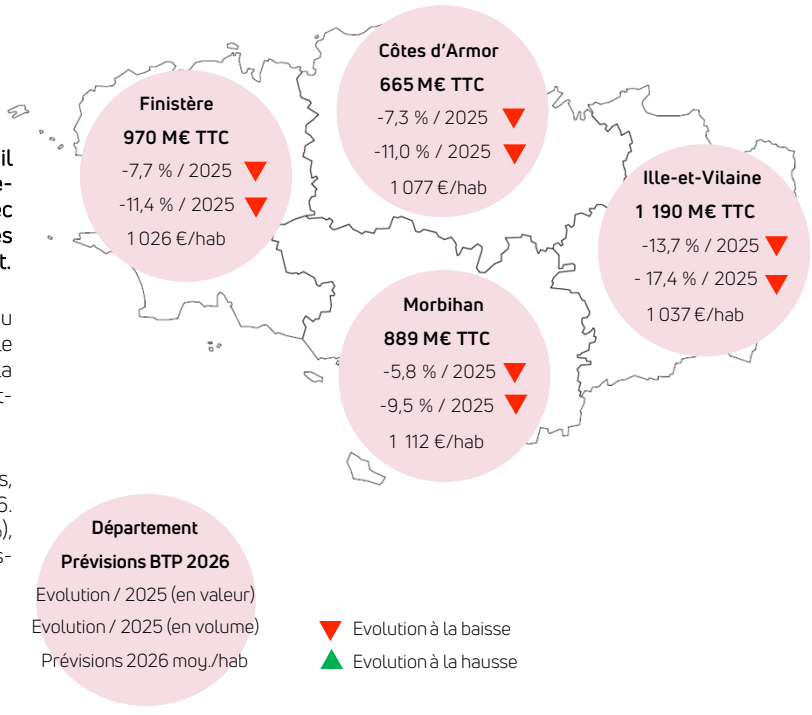
Les prévisions budgétaires BTP (hors budget du Conseil régional) sont en baisse dans tous les départements. L'Ille-et-Vilaine enregistre la plus forte diminution (-13,7 %), avec un recul particulièrement marqué des prévisions consacrées aux Travaux Publics (-17,2 %), contre -7,8 % dans le Bâtiment.

Par secteur, les prévisions budgétaires dans le secteur du Bâtiment sont en baisse dans tous les départements, sauf dans le Morbihan (+14, %). Le département des Côtes d'Armor prévoit la plus forte baisse (-10,5 %), suivi du Finistère (-9,1 %) et de l'Ille-et-Vilaine (-7,8 %).

S'agissant des prévisions dans le secteur des Travaux Publics, tous les départements bretons enregistrent une baisse en 2026. Celle-ci est particulièrement marquée en Ille-et-Vilaine (-17,2 %), devant le Morbihan (-11,8 %), le Finistère (-6,4 %) et les Côtes-d'Armor (-5,0 %)

Prévisions budgétaires BTP par département pour 2026

(Unité : M€ courants TTC, hors budget du conseil régional)



MÉTHODOLOGIE

Les données de cette plaquette proviennent des données comptables transmises par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP) du Ministère de l'Économie et des Finances.
Les dépenses réalisées de bâtiment et de travaux publics sont évaluées à partir des données d'exécution budgétaire 2025 centralisées au 31 mai 2026 par la DGFIP. Elles sont calculées à partir de :

- l'ensemble des **budgets principaux et des budgets annexes** (eau, électricité…) des collectivités territoriales ;
- des différents comptes budgétaires relatifs aux dépenses de bâtiment et travaux publics (bâtiments scolaires, aménagements urbains, voiries…).

Lorsque l'intitulé d'un compte n'est pas suffisamment explicite, des coefficients sont appliqués de façon à répartir les dépenses correspondantes entre bâtiment et travaux publics.

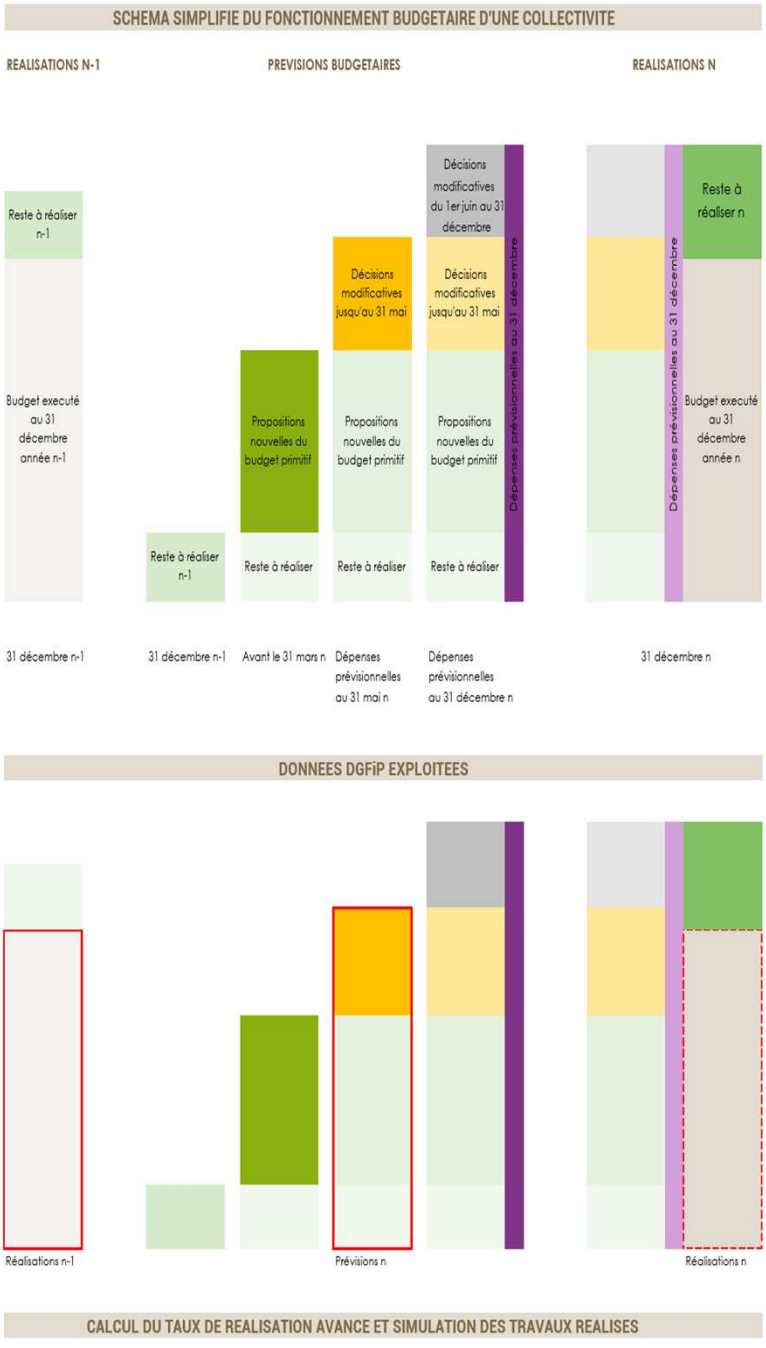
Les dépenses prévisionnelles de bâtiment et de Travaux Publics 2026 sont calculées à partir des données des budgets prévisionnels centralisés au 31 mai 2026. Les chiffres correspondants incluent donc non seulement les budgets primitifs mais **aussi toutes les décisions modificatives votées jusqu'en mai 2026.**

Ces prévisions budgétaires ne constituent pas une estimation du montant des travaux qui sera effectivement réalisé en 2026. D'autres décisions modificatives peuvent être votées en cours d'année, et surtout la réalisation de certains travaux peut s'étendre sur plusieurs exercices, être reportée ou annulée.
Les dépenses qui seront effectivement réalisées peuvent être simulées à partir des taux d'exécution pour chaque catégorie de collectivités et des montants de travaux budgétés au 31 mai.

Seules les dépenses en maîtrise d'ouvrage directe sont prises en compte. De ce fait, l'effort en faveur de l'activité BTP de la région et des départements est sous-estimé puisque ne sont pas pris en compte les montants des subventions d'équipement versées à d'autres entités (leur prise en compte aurait généré des doubles comptes dans l'estimation globale des montants des dépenses régionales).

Les dépenses par habitant sont calculées grâce aux populations municipales légales en vigueur établies par l'INSEE .

Tous les montants financiers sont exprimés toutes taxes comprises en euros courants.



Une étude financée par :

et réalisée par :

UNE MARQUE DE LA CELLULE ÉCONOMIQUE DE BRETAGNE

site internet
institut-veia.fr

LinkedIn
Cellule Economique de Bretagne

7, boulevard Solferino
35000 RENNES

02 99 30 23 51

contact@institut-veia.fr